

Le soutien à la création de places de crèche se jouera à une voix près

FAMILLE Les camps du oui et du non sont au coude-à-coude. Dans un suspense total, les deux élus de la Lega pourraient faire la différence mardi lors du vote au Parlement.

FLORENT QUIQUEREZ
florent.quiquerez
@lematindimanche.ch

Âmes sensibles s'abstenir. Le débat sur le soutien à la création de places de crèche aura tout d'un scénario hitchcockien. Le Conseil national décide mardi si le programme d'impulsion de la Confédération doit être reconduit. On parle de 130 millions sur quatre ans. Le suspense est entier. Selon nos calculs, le verdict se jouera à une ou deux voix près.

Deux blocs se font face. Le centre et la gauche soutiennent le projet. Mis en place en 2003, il a été reconduit à deux reprises en 2011 et 2015. En quinze ans, ce programme a permis la création de plus de 57 000 places d'accueil. «Des places durables, puisque près de 95% d'entre elles existent encore aujourd'hui», explique Mathias Reynard (PS/VS).

Christine Bulliard-Marbach (PDC/FR) avance un autre argument. «Les 130 millions dont on parle étaient déjà destinés aux crèches.» Ce montant correspond en effet à la somme non utilisée lors du premier crédit d'engagement. Lors de la période 2003-2007, seuls 70 des 200 millions avaient été utilisés.

Ces chiffres ne sont pas contestés par la droite. Si le PLR et l'UDC s'opposent au projet, c'est parce qu'ils refusent de faire du provisoire qui dure. «Ce programme a été conçu

pour être temporaire, pas pour être renouvelé tous les quatre ans», réagit Philippe Nantermod (PLR/VS). Il n'est pas contre les crèches, mais rappelle - à l'image du Conseil fédéral qui prône aussi le rejet - que ce domaine est de la compétence des cantons et des communes, pas de la Confédération.

Pression PLR?

Mais ce qui rend l'issue du scrutin aussi indécise, c'est l'attitude des PLR romands. Jusqu'ici, une majorité d'entre eux a toujours fait pencher la balance du côté du oui. Depuis mardi, les choses ont changé. En intégrant la fin de ce programme à l'instauration d'un congé parental, le PLR a réussi à fédérer ses troupes. Pour Philippe Nantermod, «le groupe devrait très majoritairement soutenir la position du parti».

Le PLR a-t-il fait pression sur ses membres? «Disons qu'on nous a encouragés à ne pas dé-

tricoter un paquet que nous venions de ficeler», réagit un élu sous couvert d'anonymat. Le message semble avoir été reçu cinq sur cinq. Fathi Derder (PLR/VD) ou Christophe Eymann (PLR/BS), qui avaient pourtant soutenu le projet en commission, disent aujourd'hui réfléchir.

Très engagée pour les crèches, que votera Isabelle Moret (PLR/VD)? «Je suis pour un soutien fédéral aux crèches et pour un congé paternité de deux semaines. Or, il faut obtenir des majorités au Parlement. Du coup, je serais disposée à renoncer au premier, de toute façon appelé à disparaître dans 4 à 8 ans, au profit du deuxième. Mais pour l'instant, nous ne sommes qu'au début des négociations.»

«Le congé parental n'est pas encore sur les rails, alors que le soutien aux crèches est nécessaire aujourd'hui. Je n'en fais pas une gloriole, je voterai oui. Mais c'est la dernière fois»

Laurent Wehrli (PLR/VD)

Le seul qui pour l'heure affirme ouvertement soutenir la poursuite du programme, c'est Laurent Wehrli (PLR/VD), ancien président de Pro Familia. «Le congé parental n'est pas encore sur les rails, alors que le soutien aux crèches est nécessaire aujourd'hui. Je n'en fais pas une gloriole, je voterai oui. Mais c'est la dernière fois.»

Les autres défections PLR sont vécues comme des trahisons par Mathias Reynard. «Ce que fait le PLR, c'est un coup de poignard aux familles. Non seulement leur congé parental ne passera jamais, mais il risque de signer la fin du soutien fédéral pour la création de places de crèche. Si ça se confirme, dès le 1er février, la Confédération ne mettra plus 1 franc pour de nouveaux projets. Alors que les besoins restent criants.»

Les partisans du oui ne s'avouent toutefois pas encore battus. Toute cette semaine, Mathias Reynard a pris son bâton de pèlerin pour recueillir des voix une à une. Conscient de l'enjeu, le PDC a fait de ce vote un objet stratégique, à savoir que ses membres peuvent soit soutenir l'objet soit s'abstenir, mais pas le rejeter. «Nous avons aussi approché les cantons, pour qu'ils fassent comprendre à leurs élus l'importance de ce programme, explique Christine Bulliard-Marbach. Les cantons urbains ont

beaucoup profité de ces aides, il faut désormais s'occuper des cantons ruraux qui ont tardé à prendre le train en marche.»

Les calembrettes ont chauffé ces derniers jours. Et à l'approche du scrutin, difficile de faire des pronostics. Au National, les partis du centre et de la gauche totalisent 99 voix. 100 avec celle de Laurent Wehrli. Pas suffisant. Puisque la poursuite de ce programme d'aide nécessite la levée du frein aux dépenses, il faut une majorité qualifiée: 101 voix, pas une de moins.

Les faiseurs de roi

Le salut pourrait venir en extrême de la Lega. Avec ses deux sièges, le parti tessinois devient un faiseur de roi. «Nous allons soutenir ce programme. Nous l'avons toujours fait», nous confirme Roberta Pantani. Cela pourrait suffire.

Sur le papier, la victoire du oui est donc possible, mais elle est ténue. Dans les faits, l'avenir du projet se jouera sur les votes blancs et les absences, calculées ou non. Par exemple, celle d'Irène Kaelin (Verts/AG). La conseillère nationale votera oui. Mais elle est enceinte. Et comme son terme est imminent, elle pourrait rater le vote. La fin du programme d'impulsion aux crèches réside peut-être dans la naissance d'un de ses futurs bénéficiaires.